



L'opération Condor. Une entreprise de déstabilisation menée
par les Etats-Unis en Amérique latine dans les années 1970.

Xavier Dupret

Septembre 2023

42.795 signes

Durant la première moitié des années 1970, des militants de gauche ont pointé la responsabilité des Etats-Unis dans la mise en œuvre des coups d'Etat survenant à répétition à cette époque en Amérique latine. De nos jours, il n'est pas sûr qu'ils ne seraient pas pris en chasse par la police de la pensée pour recevoir un beau gros PV de derrière les fagots pour cause de complotisme caractérisé. L'époque était différente. Dans la foulée de mai 68, l'idéologie n'était pas devenue un gros mot dans le débat public. Les intellectuels n'étaient pas encore des experts, parfois, d'ailleurs, sous contrats précaires (ce qui n'a, bien entendu, aucun rapport avec leur volonté de ne pas tout politiser). Lorsque ces militants (en ce temps-là, ce n'était pas non plus une injure) ont, dans des champs divers allant du cinéma (par exemple, « Etat de Siège » de Costa Gavras tourné au Chili quelques mois avant le coup d'Etat qui allait renverser Salvador Allende) à l'essai de géopolitique¹, dénoncé l'action de

¹ Par exemple : Galeano, Eduardo, Las Venas Abiertas de América Latina (1971), Ed.XXI, Buenos Aires, 2004.

Washington derrière cette épidémie de déstabilisation de démocraties particulièrement fragiles, ils ne l'ont pas fait en attendant que par un miracle de Sainte Transparence, un tweet repris en boucle par les média du monde entier n'apporte la preuve irréfragable de leurs dires. Lorsque l'on regarde de près les critères de validation du débat public contemporain, on ne peut qu'être frappé par le fait qu'aujourd'hui, le discours dominant aurait disqualifié la méthode à partir de laquelle cette littérature anti-impérialiste a construit son réquisitoire.

Au lieu de chercher une preuve matérielle avant de pointer des responsabilités individuelles (forcément, individuelles), les collectifs de solidarité ont opté pour une méthode d'interprétation particulière, qui serait aujourd'hui, sans doute beaucoup décriée. Pourtant, l'Histoire leur a pleinement donné raison. En effet, la preuve matérielle de l'organisation de l'Opération Condor a été apportée alors que la dictature d'Alfredo Stroessner prenait fin au Paraguay en 1989, soit une bonne vingtaine d'années après que les expériences de gauche ont commencé à être réprimées en Amérique latine. Deux tonnes de documents ont, en effet, été découvertes dans la banlieue d'Asunción, la capitale du pays. Dans un premier temps, nous allons passer en revue cette documentation découverte au Paraguay qui, au demeurant, atteste clairement d'un plan concerté des services de renseignement américains visant à étouffer les initiatives progressistes dans la région. Ensuite, nous reviendrons sur les événements qui ont constitué la trame de fonds de l'Opération Condor en Amérique du Sud de manière à mieux la caractériser d'un point de vue transversal. Mais, pour l'heure, commençons par le moment où l'histoire a donné raison aux militants de la gauche latino.

Du côté du Paraguay

Nous sommes en 1992. Le Paraguay, longtemps sous la botte de la dictature fascisante du dictateur Alfredo Stroessner, et grand ami des Etats-Unis durant la Guerre froide, se libéralise. Les nécessités de la lutte d'influence contre l'empire soviétique n'impliquent alors plus de soutenir un régime qui, depuis 1954, réprimait le mouvement ouvrier et les démocrates. Le lien entre l'établissement du régime stroessneriste et la guerre froide ne fait plus aucun doute. C'est ainsi que la dénonciation de la subversion marxiste était particulièrement mise en avant par le gouvernement paraguayen au point, d'ailleurs, de lui valoir en 1958 les félicitations de Richard Nixon, alors vice-président des Etats-Unis, qui, dans un discours prononcé à Asunción, le 4 mai 1958, n'a pas hésité à qualifier le gouvernement paraguayen de « champion de l'anticommunisme »².

Avec la chute du mur de Berlin, un tel allié devenait particulièrement encombrant pour Washington. Voilà pourquoi une transition démocratique « sous contrôle » a été organisée au Paraguay après un coup d'Etat dirigé contre Alfredo Stroessner qui prendra alors le chemin de l'exil. Il s'éteindra à Brasília en août 2006. En dépit des nombreuses condamnations dont il fit

² Offroy, Benjamin, « Le Paraguay, un nid du « Condor ». La dictature du général Stroessner, la répression et le système Condor » in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2010/1 (n° 105), pp. 33-44. URL : <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2010-1-page-33.htm>. Date de consultation: 11 juillet 2023.

l'objet dans son pays pour des faits de crime contre l'humanité, il ne sera jamais extradé par les autorités brésiliennes. De surcroît, bien peu de responsables du régime ont été jugés après la chute de la maison Stroessner³.

La découverte de ce que l'on a qualifié, par la suite, d' « archives de la Terreur » doit beaucoup aux démarches en justice des victimes du régime de Stroessner, tout particulièrement Martín Almada, avocat militant syndical proche des mouvements d'alphabétisation dans la mouvance de la pédagogie des opprimés du brésilien Paulo Freire et également titulaire du Prix Nobel alternatif en 2002. Arrêté en 1974 pour cause de subversion intellectuelle, Martín Almada va connaître un véritable enfer durant son incarcération de 1974 à 1977. La famille d'Almada eut également à subir des tortures. Son épouse, Celestina Pérez, a été harcelée par le régime. Elle est décédée à 33 ans d'une crise cardiaque après que ses bourreaux lui firent écouter au téléphone les séances de torture subies par son mari. Elle fut enterrée dans la cour de la maison familiale sur ordre de Stroessner. Après un exil de 15 ans qui l'aura conduit du Panamá à la France, Almada va rentrer au Paraguay et en 1989, portera plainte contre le tyran en fuite⁴. Cette plainte constitue, d'ailleurs, la suite logique de l'ouvrage d'Almada rédigé à l'extérieur du pays et dénonçant les nombreuses violations des Droits humains au Paraguay sous la dictature de Stroessner⁵.

En 1991, Stroessner est jugé coupable de complicité de meurtre. Une demande d'extradition était alors formulée mais le Brésil ne se décidait pas à renvoyer l'ancien dictateur dans son pays et devant ses juges. Cette fin de non-recevoir, qui prouve, au demeurant, que le fondement du droit se trouve en dernière instance dans un rapport de forces politique et non l'inverse, n'a pas découragé le vieux militant. Et c'est ainsi qu'en 1992, il attaque à nouveau en justice le général en exil. A la base de cette nouvelle inculpation, Almada pointe le fait que c'est arbitrairement (donc illégalement) qu'il a été arrêté puis détenu de 1974 à 1977. Pour monter son dossier, le plaignant devait obtenir son registre de détention. La police d'Asunción a alors prétendu qu'il n'existait pas de dossier relatif à l'emprisonnement au nom de Martín Almada dans ses archives.

Une source restée anonyme au sein de la police paraguayenne fait, à cette époque, savoir à Almada et son conseil que des archives secrètes étaient localisées dans un bâtiment appartenant à la police, à Lambaré plus précisément, non loin de la frontière argentine. C'est dans cette ville que Martín Almada va retrouver non seulement la totalité de son dossier répressif mais aussi deux tonnes de documents relatifs à l'organisation de la répression des mouvements radicaux qui avaient le vent en poupe dans les années 1960 et 70 en Amérique latine mais aussi à l'interconnexion et à la collaboration entre services de renseignement des différentes dictatures établies dans la région.

³ Hecht, Emmanuel, « Alfredo Stroessner, le patriarche autarcique » in Olivier Guez (dir.), *Le Siècle des dictateurs*, Paris, Perrin, 2019, pp. 230-236.

⁴ La Información (Espagne), Interview de Martín Almada, article mis en ligne le 3 février 2012. Url : https://www.lainformacion.com/mundo/martin-almada-escuche-la-palabra-condor-estando-en-su-mismo-ventre_rg3wdydnpuz7qpxq7jqu2/. Date de consultation: 12 juillet 2023.

⁵ Almada, Martín, Paraguay : la cárcel olvidada. El país exiliado, Ediciones de Solidaridad Latinoamericana (Universidad Libre de Panamá), Ciudad de Panamá, 1978.

Les archives que les démarches d'Almada ont permis de découvrir englobent des extraits de correspondance, des registres de détention jusque-là gardés secrets et des échanges d'information des services paraguayens avec leurs homologues de la région. Le caractère international de ces archives doit être relevé. C'est ainsi que la documentation retrouvée à Lambaré livre un grand nombre d'informations au sujet de l'assassinat d'Anastácio Somoza (1925-1980). Ce dernier est le dernier représentant d'une dynastie de dictateurs qui a régné d'une main de fer sur le Nicaragua sans discontinuer depuis 1936. Après avoir été déposé par les sandinistes en 1979, Somoza a été contraint à l'exil aux Etats-Unis tout d'abord puis au Paraguay où un an après avoir quitté le pouvoir, il fut tué par un commando composé de guérilleros sandinistes. On retrouve également dans ces archives l'organisation d'un Bureau National des Affaires Techniques, lequel était en charge de la stratégie répressive du régime et fonctionnait comme une sorte de prison officieuse pour détenus politiques. Ce bureau a été accusé de la mort sous la torture d'un certain nombre de prisonniers politiques, dont le dirigeant communiste Derlis Villagra disparu en 1975. A ce propos, les Archives de la Terreur démontrent clairement la participation directe du Département d'État des États-Unis d'Amérique dans la formation du Bureau national des affaires techniques⁶.

Des Archives de la Terreur, il ressort également que le Paraguay a rejoint, dès 1974, un système d'échange d'informations et de prisonniers mis en place auparavant par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili et l'Uruguay. Le Pérou et l'Equateur ne rejoindront ce dispositif transnational de renseignements et d'action antisubversive qu'en 1978. Il apparaît que ce réseau, au fonctionnement, au départ, informel a organisé dans le plus grand secret la collaboration des différents régimes dictatoriaux d'Amérique du Sud en place à l'époque dans un but d'élimination physique de leurs oppositions de gauche. Dans la foulée de la Révolution cubaine de 1959, des foyers de guérillas s'étaient formés dans les années 1960 un peu partout sur le sous-continent. La montée de la subversion allait conduire les militaires de la région à prendre le pouvoir et à former des gouvernements *de facto*. Un pacte est alors convenu entre eux pour animer la répression anticommuniste sous le parrainage de Washington.

Ce plan, baptisé « Condor », englobe trois volets d'action distincts. Tout d'abord, il organise un volet « renseignements » consistant tout d'abord en un échange des informations entre services secrets de la région, le tout chapeauté par la CIA et Interpol mais également un programme de répression structuré de manière standardisée dans tous les pays concernés et, enfin, la coordination d'activités répressives sur le terrain menées de commun accord entre les états-majors au pouvoir à l'époque dans la zone concernée⁷. Contrairement à une croyance bien ancrée, et comme le prouve l'implication d'Interpol, l'Opération Condor n'a pas exclusivement impliqué la CIA et les Etats-Unis. L'Europe occidentale ne fut pas en reste. C'est ainsi qu'en 1981, alors que Mitterrand vient d'arriver au pouvoir, la France entend, dans le discours officiel, incarner une sorte de socialisme à la française au sein du bloc occidental. Le premier gouvernement, après la victoire de la gauche aux législatives, compte, d'ailleurs,

⁶ Callóni, Stella, Los años del lobo. Operación Cóndor, Ed. Continente, Buenos Aires, 1999.

⁷ El País, Un testigo relaciona ante el juez Garzón a la CIA en la Operación Cóndor, édition du 15 avril 1999.

des ministres communistes. Cela avait beaucoup inquiété les Etats-Unis à l'époque⁸. Or, il se trouve que quelques mois après son arrivée au pouvoir, la France mitterrandienne accorde un prêt au Paraguay de Stroessner. Un groupe de militants et d'exilés sud-américains s'empresse alors de demander des comptes à Lionel Jospin, alors premier Premier secrétaire du Parti socialiste et, à ce titre, chargé des relations internationales et celui-ci de répondre laconiquement : « raison d'Etat ! ». De ce point de vue, les cadres mitterrandiens aux Affaires étrangères poursuivaient l'œuvre de Valéry Giscard d'Estaing dans le soutien aux autorités paraguayennes⁹. L'implication de la France dans les opérations de répression de la subversion en Amérique est, d'ailleurs, plus ancienne encore. On se souviendra à ce propos qu'au début des années 1960, des officiers français ont enseigné les méthodes de la guerre de répression des mouvements de guérilla à leurs homologues latino-américains. Les Français étaient particulièrement bien rôdés à ces techniques qui avaient été appliquées lors de la bataille d'Alger (7 janvier-9 octobre 1957).

Celle-ci s'est caractérisée par un ciblage des opérations répressives de manière à cerner les noyaux militants. La répression de masse aveugle est ainsi évitée, ce qui permet de ne pas faire basculer la majorité silencieuse de la population dans le camp des opposants, et ce même si des arrestations de masse sont régulièrement programmées à titre de coups de filet à partir desquels opérer la sélection des éléments subversifs. Pour cela, le renseignement et l'action psychologique (propagande politique et endoctrinement de la population) sont priorisés de manière à identifier le plus précisément possible les foyers de subversion. Une fois ces derniers repérés, ils devront être traités dans un double objectif. Le premier correspond à une mission de renseignement. Il faut sélectionner et exfiltrer les éléments subversifs de façon à en recueillir un maximum de renseignements, par la torture le plus souvent. Enfin, après utilisation à des fins de renseignement, les opposants sont éliminés. C'est à ce moment qu'interviennent les escadrons de la mort.

Afin de garder le secret sur ce type d'opérations de maintien de l'ordre d'un genre, convenons-en, sinistrement singulier, des vols de la mort étaient programmés au cours desquels des cibles subversives étaient jetées à la mer depuis un hélicoptère. A ce propos, l'imaginaire européen a retenu la mise en œuvre de ce *modus operandi* par la junte argentine. C'est oublier vite que cette pratique a été largement utilisée par les militaires français lors de la guerre d'Algérie. Les personnes ayant été exécutées de cette manière étaient désignées familièrement par le sobriquet de « crevettes Bigeard », du nom du général français qui dirigeait la 10^{ème} Division de parachutistes, alors chargée des opérations de sécurisation du territoire algérien¹⁰. On notera avec intérêt l'implication du principal concepteur des techniques de contre-insurrection, à savoir le général Paul Aussaresses, dans la formation des forces spéciales américaines à l'action contre-insurrectionnelle et à la guerre psychologique au début des années 1960. Un manuel de formation intitulé «L'armée américaine face à la

⁸ Harter, Hélène. « Les Américains et l'élection de François Mitterrand en 1981 » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 101-102, no. 1-2, 2011, pp. 29-31.

⁹ Magee, Pablo Daniel, *Opération Condor : un homme face à la terreur en Amérique Latine*, Préface de Costa Gavras, Éditions Saint-Simon, Paris, 2020.

¹⁰ Robin, Marie-Monique, *Escadrons de la mort. L'école française*, Paris, La Découverte, 2004.

guérilla» a, d'ailleurs, été rédigé à l'occasion. Aussaresses prodiguera également son expertise auprès de la junte au pouvoir au Brésil dans les années 1970. A la même époque, les enseignements du général Aussaresses seront également appliqués par les Bérets verts américains dans le cadre de la guerre du Viêt Nam¹¹.

En Amérique latine mais aussi chez nous

Comme on vient de le voir, l'action de répression anti-insurrectionnelle de masse a été largement diffusée dans les années 1960 par l'armée française aux quatre coins du monde. Quelle forme a revêtu cette guerre à la subversion politique de gauche en Amérique latine?

A partir du milieu des années 1970, les services secrets chiliens, boliviens, uruguayens et argentins ont défini un cadre de coopération internationale destiné à éradiquer physiquement les foyers de contestation dans la région. Des actions de terrain, notamment des assassinats politiques, ont été planifiées de commun accord un peu partout dans la région. L'histoire a surtout retenu l'élimination en 1974 du général chilien Carlos Prats en exil en Argentine. Prats a longtemps été considéré comme un sérieux rival par le général Pinochet, alors au pouvoir à Santiago.

Un an plus tard, les services de renseignement et de sûreté de l'Etat de six pays (Uruguay, Paraguay, Chili Bolivie, Argentine et Brésil), ainsi que ceux, dans une moindre mesure, du Pérou et du Venezuela, ont définitivement mis au point les trois piliers de l'opération Condor. Il s'agissait, tout d'abord, de mettre en œuvre, comme vu auparavant, une coopération renforcée à des fins de surveillance des opposants de gauche. Cet axe de travail comprenait un échange permanent d'informations entre services de la région, lesquels partageaient des informations de manière systématique et ciblée. C'est ainsi que la consultation des Archives de la Terreur a permis d'identifier que le militant argentin péroniste révolutionnaire de gauche radiale Horacio Domingo Campiglia alias Petrus (1949-1980) et sa femme Elvira ont été arrêtés par un commando argentin à Río de Janeiro en 1980 avec la collaboration et sur la base de renseignements fournis par la junte au pouvoir alors au Brésil sous la houlette du général João Figueiredo (1918-1999). Ces mêmes archives démontrent également que les services de renseignement de la région sous-traitaient parfois les uns pour les autres. C'est ainsi que le militant Jorge Isaac Fuentes Alarcón (1947-1975) et l'avocat membre de la Ligue des Droits de l'Homme argentine Amilcar Latino Santucho (et par ailleurs, frère du guerillero trotskyste Mario Roberto Santucho), le premier de nationalité chilienne et le second, citoyen argentin, ont été arrêtés par les services paraguayens qui ont procédé aux interrogatoires pour le compte des services de renseignement des dictatures voisines.

La documentation déclassifiée présente sur le site du FBI relative à l'arrestation de Fuentes donne une idée du contenu de l'interrogatoire mené par le renseignement paraguayen. Les connexions de Fuentes avec l'étranger sont particulièrement scrutées, en particulier ses

¹¹ Aussaresses, Paul, Services spéciaux. Algérie. 1955-1957. Mon témoignage sur la torture, Éditions Perrin, Paris, 2001. A la même époque, le général Bigeard a continué à nier l'utilisation de la torture durant la guerre d'Algérie pendant que le président Chirac se disait « horrifié » par les déclarations du général Aussaresses. Aucune enquête ne sera cependant menée et la République retirera sa Légion d'Honneur à Aussaresses.

voyages en France où il a, après aveux, admis avoir obtenu un faux passeport costaricien suite à l'intervention de la direction de la IV^{ème} Internationale à Paris. La saisie du carnet d'adresses de Fuentes a également permis aux services de renseignement paraguayens de disposer des noms et adresses de ses contacts aux Etats-Unis. Ces données ont été transmises au FBI dans une annexe spéciale. On peut donc raisonnablement supposer que les missions de renseignement menées en Amérique latine ont eu des prolongements en Amérique du Nord et en Europe impliquant des ressortissants de ces pays, d'une part, et des services occidentaux, d'autre part. On peut également apprendre que Stroessner est tenu au courant en personne des résultats des interrogatoires de Santucho et Fuentes. Ces extraits de dossier du FBI démontrent aussi qu'un réseau de l'ombre s'activait à l'extérieur pour faire connaître la situation des militants incarcérés à des gouvernements susceptibles de leur accorder l'asile.

C'est ainsi que l'ambassadeur de Norvège à Asunción a fait savoir, en date du 5 janvier 1976, que le gouvernement de son pays avait été informellement approché afin d'accorder un statut de réfugié à Amilcar Santucho. Les autorités paraguayennes se sont contentées de répondre qu'une demande d'extradition avait été introduite par le gouvernement argentin afin de récupérer Santucho et que cette dernière avait priorité absolue sur les possibilités d'asile offertes par les autorités norvégiennes¹². On s'aperçoit également que l'Argentine, gouvernée par les péronistes en 1975, ne fait pas encore pleinement partie du dispositif Condor puisqu'il a été décidé de maintenir Santucho en détention alors qu'aucune charge ne pèse contre lui et que Fuentes avait déjà été transféré au Chili en septembre 1975 au centre de détention de Villa Grimaldi dont il « disparaîtra » le 12 janvier 1976¹³. Pour la petite histoire, Santucho a été libéré et extradé vers Genève un an après l'élimination physique de son frère à Villa Martelli (Argentine)¹⁴. Tout s'est donc passé comme si le sort d'Amilcar Santucho était lié à celui de son frère. Il n'était, dans ces conditions, pas possible de libérer Amilcar tant que Mario était encore en activité et un éventuel départ en Europe ne pouvait être décidé qu'après concertation avec un gouvernement à Buenos Aires qui serait pleinement intégré au dispositif Condor. Ces conditions étaient pleinement réunies lors du coup d'Etat du 24 mars 1976 à l'occasion de la prise du pouvoir par une junte dont le *primus inter pares* était le général Jorge Videla.

A ce propos, on notera que la priorité accordée à la demande d'extradition vers l'Argentine n'était pas aussi radicale que ce qu'avaient prétendu les autorités paraguayennes à l'ambassadeur de Norvège en 1975 puisque Amilcar Santucho est resté incarcéré quatre ans au Paraguay sans qu'aucun chef d'inculpation pèse contre lui. Il semble donc qu'à cette époque, une partie des services secrets argentins était déjà à pied d'œuvre dans des réseaux

¹² FBI Records, Amilcar Santucho, 31 juillet 1975. URL: <https://vault.fbi.gov/argentina-declassification-project/amilcar-santucho-part-01-of-01/view>. Date de consultation: 26 juillet 2023.

¹³ Memoria viva (archivo digital de las violaciones a los Derechos Humanos por la dictadura militar en Chile (1973-1990), Ejecutados políticos, Fuentes Alarcón Jorge Isaac, url : <https://memoriaviva.com/nuevaweb/detenidos-desaparecidos/desaparecidos-f/fuentes-alarcon-jorge-isaac/>. Date de consultation : 26 juillet 2023.

¹⁴ El Pais, Denuncias en Ginebra contra la colaboración represiva en el Cono Sur, 11 novembre 1979. Pour la petite histoire, Amilcar Santucho est retourné vivre en Argentine au milieu des années 1980 (il avait alors 64 ans) où il est décédé en 1995.

internationaux qui n'avaient pas été pleinement avalisés par le gouvernement en place à Buenos Aires. C'est en effet le 25 novembre 1975 à Santiago du Chili, que s'est déroulée une entrevue secrète à laquelle étaient présents les chefs des services de renseignement de l'Argentine, de l'Uruguay, du Paraguay, de la Bolivie et du Brésil. C'est Manuel Contreras, directeur de la police secrète du général Pinochet, qui les a conviés pour leur faire part d'un plan « contre-terroriste » de grande envergure. Un Etat dans l'Etat venait d'entrer en action et dans le cas argentin, il est clair qu'Isabel Perón, la présidente légale en exercice, n'a pas été tenue au courant de ces réunions. Elle sera déposée quelques mois plus tard en mars 1976. C'est, d'ailleurs, ce qui s'est produit auparavant au Chili en 1973 quand les services de renseignement et l'armée ont fait sécession du reste de l'appareil d'Etat et ont procédé au coup d'Etat. Pour la petite histoire, il semble bien que l'autonomisation des services secrets argentins à l'égard de leur pouvoir de tutelle soit plus ancienne puisqu'un document déclassifié daté du 23 juin 1976 établit que des responsables du renseignement du Chili, de l'Argentine, de l'Uruguay, du Paraguay et de la Bolivie s'étaient déjà réunis en 1974 à Buenos Aires pour préparer des actions coordonnées¹⁵. A la même époque, les services secrets chiliens de la DINA auraient eu des discussions avec la CIA au sujet de l'ouverture d'un centre de coordination de l'Opération Condor dont le siège se serait trouvé à Miami¹⁶.

C'est ce que prouvent des archives de la Sécurité Nationale des Etats-Unis déclassifiées en 2000 regroupant plus de 16.000 documents secrets américains consacrés à la dictature de Pinochet au Chili et au rôle actif de Washington dans le renversement violent du gouvernement Allende et l'avènement du régime militaire conduit par Pinochet. Cette documentation regroupe plus de 50.000 pages en provenance du Département d'État, de la CIA, de la Maison Blanche, du Département de la Défense et de la Justice. L'opération de déclassification comprend plus de 700 documents controversés que la Direction des opérations de la CIA avait jusque-là refusé de divulguer. Il s'agit principalement de rapports relatifs à des opérations secrètes américaines visant à déstabiliser le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende et, après le violent coup d'État de 1973, pour renforcer le régime militaire d'Augusto Pinochet. Des opérations de sabotage économique sont également mentionnées, sans que pour autant on puisse attribuer à ces dernières la totalité des malheurs qui ont frappé le Chili sous la présidence d'Allende. La publication finale, initialement prévue pour le 14 septembre 2000, a été retardée de deux mois alors que la Maison Blanche faisait pression sur la CIA pour qu'elle rende publics ces documents. Cette documentation comprend également des dizaines de documents sur l'assassinat en septembre 1976 de l'ancien ambassadeur chilien Orlando Letelier. On retrouve également dans cette masse impressionnante de documents des câbles rédigés par l'ambassadeur américain au Chili Edward Korry après l'élection d'Allende, détaillant les conversations avec le président Eduardo Frei sur la manière d'empêcher l'investiture du président élu. Les câbles contiennent

¹⁵ McSherry, Joan Patrice, « Operation Condor and Transnational State Violence against Exiles » in *Journal of Global South Studies*, vol.36 n°2, Fall 2019, pp. 368-398.

¹⁶ McSherry, Joan Patrice, « Operation Condor: Clandestine Inter-American System » in *Social Justice*, Winter 1999, vol 26, pp.144-174.

des descriptions détaillées et des opinions sur les différentes forces politiques au Chili, y compris l'armée chilienne, le Parti chrétien-démocrate et le monde des affaires¹⁷.

Dans le cadre de l'opération ayant conduit à l'arrestation de Fuentes et Santucho, on retrouve la trace de Robert Scherrer (1935-1995) qui a fait office d'intermédiaire entre le FBI, la DINA chilienne, les Argentins et les Paraguayens¹⁸. Scherrer est un agent du FBI en poste en Amérique latine entre 1975 et 1981. Il occupait un poste de coordination visant à faciliter l'échange d'informations entre les services américains et ceux des pays concernés par l'Opération Condor¹⁹. Parmi toutes les officines américaines impliquées dans la lutte antiterroriste, on retrouve en tout premier lieu le FBI. C'est ainsi que l'agent Dan Mitrione a été mis en cause (et condamné à mort) par les Tupamaros, une organisation révolutionnaire uruguayenne active entre 1967 et 1972. Dans le film « Etat de siège » de Costa-Gavras (1972), l'agent américain interprété par Yves Montand constitue une référence à peine voilée à Mitrione. Ce dernier a été enlevé par un commando des Tupamaros. L'exécution de Mitrione a été revendiquée par cette organisation à une époque où l'Uruguay vivait sous la botte d'un régime militaire ne permettant guère de débattre publiquement et sereinement de l'action des officines de renseignement états-uniennes au sein de l'appareil d'Etat d'un petit Etat souverain d'Amérique du Sud. L'évocation de cet élément de contexte de nature éminemment factuelle ne constitue nullement un plaidoyer pour quelque faction que ce soit au cours des années de plomb en Uruguay. Elle permet tout simplement de poser le contexte dans lequel la violence est apparue comme seul débouché politique pour une partie de la gauche dans un pays jusque-là considéré comme « la Suisse de l'Amérique du Sud ».

En tout état de cause, Mitrione était un vieux routier de la politique de coopération policière entre Washington et l'Amérique latine puisqu'au moment de son décès, cela faisait près de dix ans qu'il participait à la répression de la subversion dans la région. En 1960, Mitrione, jusque-là chef de la police de Richmond dans l'Indiana, rejoint le programme de sécurité publique de l'Administration de la coopération internationale (ICA) du gouvernement américain, l'ancêtre de l'actuelle agence de coopération au développement USAID. Jusque là, on pourrait croire que monsieur Mitrione est un gentil coopérant comme les autres. Cependant, comme nous le verrons plus tard, il s'avère qu'il utilisait davantage la matraque et la gégène que la truelle ou le stéthoscope dans le cadre de ses activités de solidarité internationale. Le programme de sécurité publique, de l'ICA lancé en 1954, a fourni une aide et une formation à la police de nombreux pays en proie à la subversion communiste durant la guerre froide. De 1962 à 1967, Dan Mitrione travaille au Brésil. Deux ans après l'arrivée de Mitrione au Brésil, un coup d'Etat survient contre le président de centre-gauche démocratiquement élu en 1961, João Goulart. L'implication de la CIA dans ce *pronunciamento*, qui va installer les militaires au pouvoir à Brasília de 1964 à 1985, est

¹⁷ National Security Archives, Operation Condor, 1975-1980, Url ; <https://nsarchive.gwu.edu/events/operation-condor-1975-1980?page=1>. Date de consultation: 21 juillet 2023.

¹⁸ FBI Records, idem.

¹⁹ Dinges, John; Bourdon, William, Les Années Condor. Comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents, La Découverte, Paris, 2005.

aujourd'hui pleinement confirmée par des sources officielles états-uniennes déclassifiées et disponibles sur Internet.

C'est ainsi que des documents du Congrès permettent de mieux saisir le rôle des États-Unis dans ces événements. Une campagne de presse anti-Goulart a été menée tout au long de 1963 et, en 1964, l'administration Johnson a apporté son soutien moral à cette machination. L'ambassadeur Lincoln Gordon a admis plus tard que l'ambassade avait donné de l'argent aux candidats anti-Goulart aux élections municipales de 1962 et avait encouragé les comploteurs; alors que de nombreux militaires et agents de renseignement américains opéraient, à cette époque, au Brésil. De surcroît, quatre pétroliers américains ainsi qu'un navire de guerre avaient mouillé au large de la côte du Brésil en cas de besoin lors du coup d'État de 1964. Washington a reconnu immédiatement le nouveau gouvernement en 1964 et s'est joint à la chorale réactionnaire scandant que le coup d'État des « forces démocratiques » avait écarté l'action du communisme international et du KGB au Brésil. Rétrospectivement, il apparaît que la seule main étrangère impliquée à cette époque dans les affaires intérieures du Brésil était bien celle de Washington, à commencer par la CIA et le FBI.

La suite est aujourd'hui bien connue. Les partisans de la ligne dure de l'armée brésilienne ont fini par s'imposer à tous les niveaux de l'appareil d'État à partir de la mi-décembre 1968. A cette époque, une loi d'exception a accordé des pouvoirs dictatoriaux au Président, a dissout le Congrès, suspendu la constitution et imposé la censure²⁰. Durant toutes ces années, Dan Mitrione a collaboré avec les autorités brésiliennes. Son domaine d'expertise correspondait à la pratique de la torture sur les prisonniers sud-américains, comme dans le film « Etat de siège » qui était décidément bien en avance sur son temps (et dont nous reparlerons par la suite). Là encore, des sources officielles déclassifiées aux États-Unis viennent contribuer le point de vue politique de Costa-Gavras qui s'était fait le relais des milieux de gauche latino-américains de l'époque. Ces sources permettent d'apprendre que plus les officiers formés aux États-Unis occupaient des postes clés dans certains services de police, plus les allégations de torture se sont multipliées contre eux. On apprend également que sous la direction du nouveau chef du programme américain de sécurité publique en Uruguay, Dan Mitrione, les États-Unis ont introduit un système de cartes d'identité nationales, comme celles du Brésil et la torture était devenue une activité routinière au siège de la police de Montevideo. On apprend également que les services brésiliens n'ont pas hésité à aider leurs homologues uruguayens pour truquer le résultat des élections de 1971 de manière à favoriser le parti le plus favorable aux intérêts états-uniens. Cette documentation permet également de prouver que Richard Nixon, président en fonction à l'époque, était parfaitement au courant de l'existence des escadrons de la mort en Uruguay²¹. L'implication de Dan Mitrione dans la diffusion de la torture à cette époque est d'ailleurs confirmée par des sources latino-américaines pourtant

²⁰ Frank D. McCann, Library of Congress Country Studies - Brazil, Military Regime, 1964-1985, Bibliothèque du Congrès américain, avril 1997. Url : https://tile.loc.gov/storage-services/master/frd/frdcstdy/br/brazilcountrystu00huds_0/brazilcountrystu00huds_0.pdf. Date de consultation: 23 juillet 2023.

²¹ National Security Archive Electronic Briefing Book No. 71, 20 juin 2002. Url: <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB71/>. Date de consultation: 21 juillet 2023.

plutôt situées à la droite de l'échiquier. Ainsi, le journal argentin Clarín: « "La bonne douleur, au bon moment, dans la bonne quantité, pour obtenir l'effet désiré." L'expression appartient à Dan Mitrione et résume qui était ce maître de la torture de la CIA et ce qu'il a accompli à la fin des années 1960 et au début des années 1970 en Amérique latine »²².

Au fil du temps, les missions de renseignement constituant la base du dispositif de l'Opération Condor vont s'élargir. S'il est clair que dans un premier temps, n'étaient visés que les mouvements de guérilla dont les succès, dans la foulée de la Révolution Cubaine, les documents déclassifiés permettent de prouver que les mouvements armés ont été liquidés au tournant dans la première moitié des années 1970 tant et si bien que le champ d'action des juntas va très vite s'étendre aux partis politiques progressistes d'opposition (socialistes, communistes et démocrates-chrétiens), aux syndicats ainsi qu'aux organisations catholiques proche des milieux populaires. A ce stade des opérations, on peut voir que la mise en place de l'Opération Condor, sous couvert de lutte antiterroriste, a fini par déboucher sur une répression de grande envergure du mouvement ouvrier, soit le cœur de tout projet fasciste. On ne dira jamais assez à quel point la lutte anti-communiste a constitué un prétexte dans la mesure où précisément, un grand nombre de cibles visées par le dispositif répressif de l'Opération Condor n'étaient, en réalité, ni révolutionnaires ni même marxistes.

En plus du volet « renseignements », un deuxième pilier de l'opération Condor correspondait à des interventions internationales programmées entre les différents services précités afin de faire disparaître des militants des organisations politiques et syndicales opposées aux juntas militaires. Selon des organisations de droits de l'homme, le bilan sinistre de cette campagne de persécution s'élèverait à 50.000 morts, 35.000 disparus et plus de 400.000 prisonniers, dont la plupart furent torturés dans des centres de détention clandestins. Ce volet des activités inhérentes à l'Opération Condor ayant déjà été largement traité auparavant, on se bornera à préciser que ces missions d'enlèvement ne se sont pas limitées au seul territoire de l'Amérique latine. On citera pour s'en convaincre le fait que l'Italie, la France et les États-Unis ont constitué une partie du théâtre d'action de l'Opération Condor. Cet aspect des opérations de terrain sera détaillé au point qui va suivre et qui va traiter du troisième domaine d'activités couvert par l'Opération Condor.

Ce dernier correspond à l'activité d'assassinats politiques qui ont parfois eu pour cadre opérationnel des Etats occidentaux. On citera comme exemples les faits suivants. Le 21 septembre 1976, Orlando Letelier, l'un des principaux opposants au dictateur chilien Augusto Pinochet, a été assassiné dans un attentat à la voiture piégée, à Washington DC. Letelier avait été ministre du gouvernement Allende du 22 mai au 11 septembre 1973. Après avoir été arrêté puis torturé au Chili, Letelier, suite à des pressions internationales, va être relâché et s'exilera dans un premier temps au Venezuela. Il finira par travailler pour un think tank de gauche basé aux Etats-Unis, le célèbre Transnational Institute.

²² Clarín, « Dan Mitrione, un maestro de la tortura », 2 septembre 2001. Url : https://www.clarin.com/ediciones-antiores/dan-mitrione-maestro-tortura_0_ryHedXweOYl.html. Date de consultation: 4 juillet 2023.

En mai 1978, le National Foreign Assessment Center de la CIA a publié une analyse complète des réponses du régime de Pinochet à son identification comme responsable de l'acte de terrorisme ayant coûté la vie à Letelier et sa collègue Ronni Moffitt sur le sol américain. Cette évaluation de huit pages, classée Secret/Sensible, traitait de l'impact au sein du régime si « la preuve de la complicité de Pinochet dans le meurtre de Letelier » venait à être révélée. À l'époque, le FBI avait identifié la police secrète de Pinochet, DINA, comme responsable de ces crimes. Ces documents ont été déclassifiés en mars 2000 et sont disponibles sur le site des Archives de la Sécurité nationale²³. L'implication directe de la CIA dans cet attentat reste sujette à débat. Plusieurs faits troublants doivent conduire à interroger la possibilité d'une implication d'officines de renseignement US dans l'assassinat de Letelier. Tout d'abord, un des agents planificateurs de l'attentat est un américain, Michael Townley, qui travaillait pour les services chiliens (DINA). Townley a été extradé aux Etats-Unis en 1978 pour y être jugé pour l'assassinat de Letelier. Townley et toute sa famille, y compris ses parents, bénéficieront d'un programme de protection des témoins dès 1979²⁴. Ensuite, l'implication de cubains anticastristes dans l'attentat constitue un élément troublant dans la mesure où ces agents sous-traitants auraient été sélectionnés par Luis Posada Carriles, un des leaders de l'opposition anticastriste la plus dure à Miami et agent de la CIA de 1961 à 1976²⁵.

L'engagement de Posada auprès de la CIA pourrait avoir été plus durable que ce que suggèrent les archives de la Sécurité nationale puisqu'on retrouve sa trace entre 1981 et 1992 dans les réseaux de la CIA au moment de l'organisation de l'opposition des *contras* au gouvernement sandiniste au Nicaragua et de la répression au Salvador de la guérilla du *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN)*²⁶. On mentionnera également qu'au Chili, Townley a affirmé qu'il était un agent de la CIA, tout comme son avocat de la défense lors du procès pour assassinat de Letelier, mais la CIA a infirmé. Il apparaît que durant son séjour au Chili après le coup d'Etat, Townley était un informateur de l'ambassade des Etats-Unis et un militant de *Patria y Libertad*²⁷, l'organisation paramilitaire chilienne d'extrême-droite financée par la CIA²⁸.

Michael Townley a également été condamné par contumace en Italie pour sa participation à une tentative d'assassinat sur le territoire de la Péninsule en 1975. Cette fois, c'était un démocrate-chrétien qui était visé, en l'occurrence Bernardo Leighton qui avait été plusieurs

²³ National Security Archive, CIA Intelligence Report Tied Pinochet to Letelier Assassination, 23 mars 2000. Url: <https://nsarchive2.gwu.edu/news/letelier/index.html>. Date de consultation: 27 juillet 2023.

²⁴ The Washington Post, John Dinges and Kenneth Bredemeier, The Assassin, 22 janvier 1979, Url : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1979/01/22/the-assassin/4d64c085-979b-467e-bdff-5aa2a2603c30/>. Date de consultation : 27 juillet 2023.

²⁵ National Security Archive, Luis Posada Carriles, The declassified record CIA and FBI Documents (Detail Career in International Terrorism Connection to U.S. National Security), Archive Electronic Briefing Book n° 153, 10 mai 2005. Url: <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB153/index.htm>. Date de consultation: 25 juillet 2023.

²⁶ Bardach, Ann Louise, Cuba Confidential: Love and Vengeance in Miami and Havana. Random House, New York, 2002, pp. 191–195.

²⁷ Dinges, John, Landau, Saul, Assassination on Embassy Row, Pantheon Books, New York, 1980.

²⁸ "Covert Action in Chile 1963-1973, Staff Report of the Select Committee To Study Governmental Operations With Respect to Intelligence Activities, United States Senate, 18 décembre 1975. U.S. Government Printing Office, Washington, 1975, p.24..

fois ministre de 1937 à 1968. Le lundi 6 octobre 1975 à 20h20, un commando de néo-fascistes italiens a tiré sur Leighton et sa femme sur le pas de la porte de l'immeuble où ils vivaient à Rome. Le lendemain, Leighton a subi une opération au cerveau pour lui éviter de perdre l'usage de la parole. Malgré cela, ses fonctions cérébrales restèrent irréversiblement compromises, alternant les moments de lucidité avec des phases d'absence. De ce fait, il lui fut impossible de réunir la diaspora politique modérée contre la dictature et poser les bases d'un pôle de centre-gauche en opposition à la dictature. Sa femme, pour sa part, est restée paraplégique pour le restant de ses jours. En 1978, la dictature militaire autorisa Leighton et son épouse à rentrer au pays. Il s'est alors retiré de la vie publique. Il est décédé en 1995. Selon des documents déclassifiés de la CIA, la programmation de l'opération était le fait de Michael Townley et d'un Cubain en exil, Virgilio Paz Romero (lui aussi compagnon de Luis Posada Carriles). Pour l'occasion ils ont été aidés par des groupes néofascistes italiens.

On vérifie donc que l'Opération Condor a dépassé le cadre de l'Amérique latine *stricto sensu* et correspondait, au contraire, dès ses origines, à une internationale de la répression des mouvements de gauche radicale qui, à l'époque, avaient le vent en poupe en Amérique du Sud. Durant des décennies, les services des Etats-Unis ont nié toute implication dans l'organisation des coups d'Etat qui ont porté au pouvoir des juntes militaires en Amérique latine dans les années 1960-1970. La suite de l'histoire nous prouve qu'ils ont menti.